



Policier-e dans les écoles, pour la Cgt-Educ'Action c'est toujours non

Le Ministre Blanquer a donc décidé d'autoriser, à "titre expérimental et non armés" le Maire de Nice à mettre des policiers à l'intérieur des écoles... Le coût estimé de cette mesure : 4.400.000 €/an, soit l'équivalent de 8 800 sorties en car pour permettre aux enfants de notre ville de participer à des activités sportives ou culturelles.

A un moment où la ville a gelé les crédits pédagogiques des écoles, où l'Etat a supprimé les Aides Administratives aux Ecoles, où la Ville ne prend plus en charge la médecine scolaire (infirmières), où les ATSEM ne sont pas remplacées en cas d'absence, où l'Etat ne donne pas les moyens à l'Ecole Publique d'assurer les missions qui lui sont confiées, cette mesure démagogique qui vise à renforcer une politique sécuritaire illusoire, n'a pas de sens.

Ce qu'il nous faut dans les écoles, ce ne sont pas des policier-es mais des secrétaires administratives, des ATSEM, des infirmier-es scolaires... Ce qu'il faut à la prévention, ce n'est pas un-e policier-e dans les écoles, mais du budget pour les services sociaux que l'ancien grand ami du maire et ancien président du Conseil Départemental, M. Ciotti, a largement contribué à réduire.

La Cgt-Éduc'Action condamne cette décision et mettra tout en œuvre pour la combattre.

Nice le 27 janvier 2018